

MSHS-T
BULLETIN D'INFORMATION ARPEGE SEMAINE 4 de 2014

1 – JOURNÉES D'ÉTUDES, COLLOQUES, CONFÉRENCES À TOULOUSE ET DANS LA RÉGION

SÉMINAIRE GENRE, ENVIRONNEMENT, ALIMENTATION
2014-2015

SOUTIEN DE LA MSHT-ARPÈGE ET DES TROIS ÉCOLES DOCTORALES (ALLPH@, CLESCO ET TESC)
UNIVERSITÉ TOULOUSE II

COORDINATION :
HÉLÈNE GUÉTAT-BERNARD, DYNAMIQUES RURALES, ENFA
NATHALIE LAPEYRE, CERTOP, UTM

Genre et empowerment

14 février 2014 – 9H30 17h00 – SALLE OBM2 (derrière la MDR)
Coordination : Nathalie Lapeyre

Organisation : Hélène Guétat-Bernard, Nathalie Lapeyre, Héloïse Prévost

L'*empowerment*, inscrit dans l'histoire des mouvements sociaux, est un paradigme mobilisé dans le cadre de l'intervention sociale et dans les politiques publiques. Les conséquences des crises environnementales peuvent affecter différemment les femmes et les hommes et en même temps les femmes sont de plus en plus fréquemment mobilisées en tant qu'actrices importantes de la résolution de ces crises. Le processus d'*empowerment* qui considère la capacité d'élaborer une conscience critique par rapport aux enjeux sociaux, dans lesquelles femmes et hommes s'inscrivent, traduit une lecture critique des discours, des pratiques, et des stratégies pour l'engagement et l'acquisition de pouvoir à l'échelle individuelle et collective.

Introduction :

Nathalie Lapeyre et Héloïse Prévost : *Empowerment et études genre : regards Sud/Nord*

Intervenant.e.s

Sophie Charlier, anthropologue, Université Libre de Louvain, *L'importance de réinvestir le concept d'empowerment dans son sens premier : le changement des rapports de genre individuels et collectifs.*

Alexis Annes, Sociologue, Ecole d'ingénieurs de Purpan, *Créer « une chambre pour soi »: agricultrices et empowerment dans le cadre d'activités agritouristiques dans le sud Aveyron.*

Héloïse Prévost, doctorante Dynamiques Rurales/CERTOP, **Daniela A. Pacifico** et **Silvia A. Zimmermann** (doctorante et post-doctorante, programme Capes-Cofecub Rio et Art-dev-Cirad), *Le concept d'empowerment pour une lecture des liens entre genre, mouvements sociaux et politiques publiques de développement rural et agricole au Brésil*

Genre, écoféminisme et care environnemental

14 mars– 9H30 17h00 – SALLE AR301 (matin) et AR303 (après-midi)

Coordination : Hélène Guétat-Bernard

Organisation : Hélène Guétat-Bernard, Nathalie Lapeyre

Dans le cadre du Réseau Thématique Pluridisciplinaire du CNRS *care et environnement*.

Problématique

Alors que les approches scientifiques (réductionniste, économiciste), et politique (privatisation) du vivant deviennent dominantes, y compris dans les effets qu'elles imposent par leurs logiques aux filières de productions, notamment en agriculture, les actions pratiques, les philosophies du geste et de l'acte continuent d'être marquées, encore plus dans les formes productives alternatives, par d'autres revendications ou attitudes dans la relation au vivant et à la nature. Pourquoi, comment et avec quelles conséquences, les dimensions affectives et de responsabilité par rapport au vivant, les éthiques du soin, de l'attention historiquement construites du côté du féminin, ont-elles été déconsidérées et évacuées, créant les conditions pour une vision réductionniste et économiciste du vivant ? Comment ces questions et ces engagements s'articulent-ils avec les nouvelles demandes de consommer des biens alimentaires sains et plus largement de vivre dans des environnements non nuisibles aux habitants ?

L'articulation entre *care* et environnement lie les préoccupations contemporaines sur l'environnement à nos dépendances et responsabilité collective vis-à-vis du monde qui nous entoure, dans un rapport quotidien et des activités ordinaires. L'éthique du *care* (Sandra Laugier), permet de discuter la marginalisation d'une sensibilité classiquement attribuée aux femmes. Elle marque toutefois le caractère ambivalent de l'association symbolique et pratique dans l'imaginaire collectif des femmes au *care*, lié aux conditions historiques de la « division du travail moral » qui a déconsidéré socialement et moralement les activités de soin. L'ambivalence est liée, d'un côté, au cantonnement historique des femmes au domestique, au privé, à l'attention aux autres, à la cuisine/alimentation ce qui les privent de l'accès à la sphère publique et au politique. La dénonciation de l'idée de complémentarité tient au caractère d'assignation et au déni d'un possible engagement politique. Mais, d'un autre côté, l'attention aux besoins et aux attentes d'autrui est aussi un « précieux héritage » (Elena Pulcini ; Florence Degrave).

Introduction : Hélène Guétat-Bernard (en lien avec la sortie de l'ouvrage Guétat-Bernard H. et Saussey M., *Cultures de femmes. Nature au Sud*, Montpellier, IRD, collection A travers champ, (sous presse)

Intervenant.e.s

Caroline Goldblum, *Françoise d'Eaubonne (1920-2005) à l'origine du mouvement écoféministe en France*, Doctorante en histoire Contemporaine, FRAMESPA, UTM

Catherine Larrère, philosophe, *La nature a-t-elle un genre? Variétés d'écoféminisme*

Geneviève Azam, économiste, *Dynamiques Rurales, dette écologique, don et écoféminisme*

Genre, agri-biodiversité et savoirs

3 avril - -- 9H30 17h00 – SALLE OBM2 (derrière la MDR)

Coordination : Hélène Guétat-Bernard

Organisation : Hélène Guétat-Bernard, Nathalie Lapeyre, Pascale Maïzi

Problématique

L'évolution des pratiques agricoles conduit à une perte rapide des savoirs sur la connaissance, la préservation, la conservation et l'utilisation des plantes sauvages et cultivées à travers le monde. Les femmes, en raison de leur place construite socialement du rapport à la cuisine et à l'alimentation, détiennent des savoirs, des compétences, des statuts et des rôles qui sont souvent spécifiques dans les espaces/temps de production, collecte, échange (marchand ou non-marchand), consommation. La préoccupation autour de la localisation des savoirs mais aussi le devenir de l'agriculture familiale interroge fortement les liens entre genre et agri-biodiversité.

Introduction : Pascale Maïzi et Hélène Guetat

Intervenant.e.s

Isabelle Droy, socio-économiste, IRD, programme SAFSE.

Pascale Maïzi, anthropologue, Montpellier, UMR Innovations
Le Genre et la localisation du savoir agro-alimentaire

Laure Empeaire, anthropologue, IRD, UMR IRD-MNHN « Patrimônios locais », (Paloc), Brésil (sous réserve)

Sylvie Blangy, CNRS, (sous réserve)

Genre et alimentation

16 mai 2014 - -- 9H30 17h00 – SALLE OBM4 (derrière la MDR)

Coordination Nathalie Lapeyre

Si les recherches à l'interface des *gender studies* et des *food studies* ont fait l'objet d'une attention particulière aux Etats-Unis dans les années 1990 (cf. M. DeVault ou C. Counihan), un examen approfondi des travaux francophones croisant les thèmes du genre et de l'alimentation laisse apparaître un angle mort dans la littérature relevant de ces deux champs, hormis les travaux de Priscille Touraille en France. Partant du constat que cette articulation reste un parent pauvre de la recherche, l'ambition de cette journée est de faire émerger les savoirs existants sur l'articulation de ces problématiques. En quoi les cadres théoriques développés dans le champ des études sur le genre peuvent-ils être pertinents pour l'analyse des pratiques alimentaires ? Et réciproquement, comment l'entrée par l'alimentation peut-elle contribuer à renouveler l'analyse des rapports de pouvoir entre les sexes ?

Organisation : Hélène Guétat-Bernard, Nathalie Lapeyre, Tristan Fournier

Introduction : **Tristan Fournier**, post-doctorant (CERTOP UTM) & **Julie Jarty**, *Introduction et mise en perspective des problématiques croisées « genre et alimentation »* (CERTOP, UTM)

Intervenant.e.s

Agnès Terrieux, géographe, et **Hélène Guétat-Bernard**, sociologue, *Dynamiques Rurales, Enfa , Systèmes alimentaires territorialisés, les expériences des circuits courts (comparaison France et Mexique*

Philippe Cardon, MCF sociologie, Université Lille 3,, *Vieillesse, genre et alimentation. L'expérience genrée de la dépendance culinaire*

Amandine Rochedy, Doctorante en sociologie (TAS CERTOP UTM), *Autisme, troubles du comportement alimentaire et enjeux sexués alimentation/santé*

Anne Dupuy, MCF sociologie, CERTOP UTM, *Inégalités dans le travail domestique, parental, relationnel et émotionnel lié à l'alimentation et conséquences sur les variations dans les tensions éducatives*

2 – MANIFESTATIONS NATIONALES

Pour connaître l'ensemble des manifestations nationales, consultez les dernières annonces du RING

<http://www.univ-paris8.fr/RING/index.php>

3 – APPELS À COMMUNICATION NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

3.1

Seconde édition

« Rencontre des Jeunes Chercheurs en Études Africaines (JCEA) »

Les JCEA sont conçues comme un espace d'échanges entre jeunes chercheurs de toutes disciplines dont les travaux portent sur les Afriques sans exclusive

3 et 4 octobre 2014 à Paris

Date limite de soumission :

- le 31 janvier 2014 pour les propositions de communications

- le 28 février 2014 pour les posters scientifiques.

Appel à communication et modalités de soumissions sur le site : <http://jcea2014.sciencesconf.org/>

L'appel à communication s'articule autour de 4 axes :

Axe 1 : Ordre et désordre

Axe 2 : Circulations, fronts, frontières

Axe 3 : Sensorialités

Axe 4 : Savoirs/Pouvoirs

Néanmoins, la formule retenue étant celle d'un état des lieux, toute proposition de communication dont l'objet porte sur un terrain ou une problématique lié au continent africain peut être soumise.

Comité scientifique : <http://icea2014.sciencesconf.org/resource/page/id/1>

3.2

**L'appel à projets 2014 du GIS Institut du Genre du CNRS est paru
Il est consultable à l'adresse :**

<http://www.mshparisnord.fr/gis-institut-genre/index.php/soutien-a-la-recherche/appels-a-projets.html>

Date limite : 14 février 2014

Contact :

Isabelle Pastor-Sorokine
SG GIS Institut du Genre
CNRS

MSH Paris Nord

isabelle.pastor-sorokine@mshparisnord.fr

3.3

RAPPEL

DEP. Deportate, esuli, profughe. Rivista telematica sulla memoria femminile
www.unive.it/dep

lance un appel à communication pour une
Convegno/Conference

Vivere la guerra. Pensare la pace (1914-1921)

**Le esperienze delle donne, il pensiero femminista e le relazioni internazionali
Living war. Thinking peace (1914-1921).**

Women's experiences, feminist thought and international relations

Date limite : 28 février 2014

The online journal dedicated to women's memory, *DEP. Deportees, Exiles, Refugees* (www.unive.it/dep), is organising an international conference on women and the First World War to be held in Venice on 27th and 28th November 2014. The themes of the conference will bring together women's experiences of war, feminist thought on the war/peace dichotomy, and the actions and behaviours that actualised the female vision of the issues and suffering brought about by the war. In methodological terms, preference will be given to subjective and collective perspectives in order to move beyond the conventional images and representations produced by wartime "deployment".

The conference is divided into two main sections:

I. *Living war/thinking/seeking peace.* Highlighting the different way women experience war, this section will deal with the contradictions, struggle with change, the different wartime experience, women's words and experiences that express not only their suffering, but also their courage,

feelings, family and social relationships that were severely tested during the war. The themes proposed in this section are:

1. *Women, war and the struggle with change*: The war accelerated social and economic processes, altering personal and professional identities, customs, social relationships and affecting family and community structures. This section aims to bring to light the “struggle” that accompanied these changes, and the new dimension everyday life and work took on. Research fields to be explored might include: care within the family; the conflicts, ambiguities and contradictions involved in women’s work outside the home; the way women “interpreted” and experienced the war: practices, skills and behaviours generated during the war; social relations within the community: solidarity, disputes, deployment and isolation; demobilization and return to peacetime; November 1918: the “return” of men / the “return” of women.

2. *Women and violence*: Women experienced direct or mediated wartime violence both in border areas and also in “domestic frontlines”. Research into the different ways “endured” violence was articulated (deportation, internment, occupation, bombings, displacement; poverty and prostitution), and the little-investigated topic of hunger and food shortages is invited. Emphasis may be placed on hardship but also on the valorisation of the individual and collective strategies adopted to cope with these dramatic events.

3. *Voices/words of suffering, love and peace*. As the war imposed long separations, it was also experienced through women’s often unpublished writings that captured reflections, events, and feelings. We would like to invite research exploring the conceptualization and expression of the new wartime condition, the prolonged absence of sons and husbands, the state of suspension and anguish determined by the dramatic reality of the war, the search for affection and “regeneration” of married and family life, the hope for peace, and the changes in social structure.

II. *Thinking/acting for peace. The feminist approach to relations among nations and the experiences of aid and solidarity*. In this section the conference aims to explore the theme of feminist and pacifist thought with regard to international relations, relations among nations, the need to develop non-violent strategies and practices to improve or make peace a possible alternative to war and to national/international claims. Space will be reserved for the analysis of the political route that led the forerunners of the international suffragist moment to rally for peace, promoting the International Women’s Congress that opened in The Hague on 28th April 1915. The results of the Congress, in particular the proposal to work towards a mediated solution to the war to obtain peace with neither winners nor losers, open up to the investigation of foreign policy inspired by pacifist and feminist principles set out by the Women’s International League for Peace and Freedom (WILPF), and to the consideration of the changes in women’s reflections and action during the war and in the post-war period. The work of women for war victims has remained undervalued and understated. In this venue, some fundamental political and theoretical implications may be foregrounded: condemnation of the nature of the war and the logic intrinsic to military organization, criticism of nationalism, the willingness to show the strength of non-violence and affirmation of women’s responsibility in international issues. Important examples might be the action of women in the Emergency Committee for the Assistance of Germans, Austrians and Hungarians in Distress, in the Auskunfts- und Hilfsstelle für Deutsche im Ausland und Ausländer in Deutschland, in the Friends’ War Victims Relief Committee and, above all, in Save the Children, the organization that considered children as the symbol of a new internationalism. It was not charity but a project to bring together women’s social and voluntary work with international responsibility in the hope that new international relations might be founded on basic human needs as politics could be founded on compassion.

Conference languages: Italian and English

Proposals (max 2000 characters) must include: a provisional title; a description of the topic; a list of sources; a short CV and contact details of the conference speaker. They are to be sent to bbianchi@unive.it by **28th February 2014** and will be processed by **31st March 2014**.

If the number of proposals received is higher than the number of slots of speakers, the organizing committee will invite authors to attend the conference and to submit their written papers, which will be sent for peer-review and published in a special issue of the DEP journal (www.unive.it/dep).

3.4

« Du rural au littoral, femmes en petites localités: entre contraintes et opportunités »

Organisé par le LABERS (ex. ARS) EA 3149
Brest, 3 et 4 juin 2014

Date limite : 1er mars 2014

Dans un contexte où la sociologie comme la géographie semblent témoigner d'un regain d'intérêt pour le rural et où parallèlement s'affirment les travaux développant une analyse de genre, ce colloque vise à rendre compte des travaux et/ou à inviter au croisement des questions relatives à ces territoires et au système de genre.

Selon le nouveau zonage des territoires en bassins de vie, 31% de la population française réside dans les bassins de vie ruraux¹. Cette localisation résidentielle constitue pour certains ménages un « ancrage » d'origine, pour d'autres c'est là le résultat d'une mobilité spatiale ayant mené de l'urbain vers le rural dans le cadre d'une accession à la propriété et/ou au nom d'une qualité de vie, pour d'autres encore la mobilité s'est faite sous forme de « retour » au moment de la cessation de l'activité professionnelle. Nous considérons que tout territoire définit à la fois des contraintes et des opportunités dans l'organisation des activités et des temporalités individuelles et collectives. Les bassins de vie ruraux présentent ainsi une moindre présence et une moindre diversification des équipements (particulièrement dans le domaine de l'éducation). Résider dans une petite localité peut engager des mobilités quotidiennes, ou du moins régulières, liées à l'emploi, à la scolarisation, à l'accès aux équipements et services. Sachant qu'aujourd'hui encore, l'organisation de la vie familiale demeure prioritairement à la charge des femmes, il y a fort à parier qu'elles paient au prix fort le « coût » de cette mobilisation, qui les pénalise en matière d'activité professionnelle et d'investissement de la vie publique. Dès lors, nous devons envisager que ces contraintes et ces opportunités pèsent ou s'offrent de façons différenciées, voire inégales selon le sexe.

On associe généralement rural et campagne, mais les petites localités rurales peuvent aussi être littorales. L'articulation entre système de genre et territoire telle qu'elle est déclinée ci-dessus prend sur la frange littorale une coloration particulière, ne serait-ce qu'en raison des activités économiques spécifiques qui s'y déploient ; on pense bien sûr à la pêche, aux activités portuaires, à la navigation dans la marine marchande ou nationale mais aussi à la navigation de plaisance, au tourisme... On pense aussi à l'imaginaire associé au bord de mer, à l'attachement aux paysages marins...

Vivre dans une petite localité constitue-t-il pour les femmes un « handicap » supplémentaire, qui viendrait renforcer la répartition traditionnelle des rôles ? Ou cette localisation, contrainte ou choisie, ne peut-elle ouvrir sur des opportunités ? Il s'agit de s'intéresser à la fois à ce que produit le territoire, à ce qu'il définit en termes de conditions sociales d'existence et à ce que les individu.e.s font du/au territoire.

Cinq axes thématiques indicatifs sont proposés :

¹ *Insee Première*, N° 1425 - Décembre 2012

Modes de vie, arbitrages familiaux et intérêts féminins

On peut vivre, travailler et vieillir en zones rurales et littorales, seule, en couple ou dans une configuration familiale plus large. Pour nombre de ménages, cette localisation résidentielle engage des mobilités quotidiennes, ou plus ponctuelles, sur de plus ou moins grandes distances: mobilités liées à l'emploi, à l'accès aux équipements et services concentrés dans les agglomérations urbaines. Ces mobilités obligées peuvent constituer une contrainte inégalement partagée par les femmes et les hommes, participant à des formes d'(ré)assignation des femmes à une sphère privée surinvestie, débouchant sur un risque de fragilisation professionnelle accru, tandis qu'elles prendraient la forme d'une sur-mobilité pour les hommes. La question se pose notamment pour les métiers aux rythmes de travail particuliers, par exemple les navigant-e-s. Il s'agit ici de s'intéresser à ce que le territoire produit dans la (re)négociation des modes de vie.

Contraintes et opportunités en matière d'emploi

Les mobilités précédemment évoquées ne constituent pas le quotidien de tout ménage installé en milieu rural. Du côté de l'emploi féminin, les activités agricoles et agro-alimentaires restent structurantes dans plusieurs bassins de vie. Pèsent également les secteurs de l'économie résidentielle (commerce, services aux particuliers...). L'activité professionnelle au féminin peut aussi être une activité indépendante, c'est pourquoi une attention particulière pourra être portée à la place des femmes dans les différents secteurs d'activités et aux conditions de développement et de maintien des entreprises féminines dans les bassins de vie ruraux et littoraux. On pense ici aux activités liées à l'agriculture, au commerce, à la pêche, à la conchyliculture... Se pose également la question de la féminisation des emplois maritimes ainsi que celle de l'identification ou pas des femmes à d'éventuelles communautés de « gens de mer ».

Nombre d'emplois salariés proposés aux femmes dans ces territoires ont en commun d'être souvent à temps partiel, saisonniers, peu qualifiés... Enfin, pourront également être abordées les questions relatives aux mobilités saisonnières suscitées par les emplois de l'agriculture ou de l'agro-alimentaire et notamment les conditions et opportunités liées à cette mobilité pour les migrantes.

Précarités féminines

Les recherches existantes se sont en général centrées, soit sur la situation des femmes sans cibler particulièrement les femmes des communes rurales, soit sur la précarité en milieu rural sans considérer spécifiquement la situation des femmes. Il serait donc particulièrement intéressant d'étudier ces formes de la précarité au féminin. On peut faire l'hypothèse qu'elle est spécifique et particulièrement problématique du fait que se cumulent les effets d'isolement liés à l'éloignement des centres où se concentrent les opportunités et les ressources de toute nature, et les effets des inégalités entre les sexes. Mais on doit aussitôt compléter cette hypothèse par une autre, selon laquelle la capacité d'agir des femmes touchées par cette précarité est elle aussi spécifique et particulièrement importante pour comprendre la mobilisation des ressources et les potentialités de changement qui existent dans ces territoires, à la fois dans les rapports sociaux de sexe et dans les formes de mobilité. Aujourd'hui comme hier, rural et littoral constituent-ils des lieux d'élection pour des initiatives et réalisations alternatives, en lien avec des aspirations vers des formes de développement plus durable, des modes de vie permettant d'allier plus harmonieusement vie privée et vie professionnelle ?

(Im)mobilités et réseaux sociaux

La question des mobilités traverse les axes de réflexion proposés précédemment. Elle invite à considérer la diversité des espaces ruraux et littoraux comme espaces physiques caractérisés par des distances - à/entre - et leur traduction en termes de temps de déplacements. Ces distances/éloignements, choisis ou subis, déterminent les formes de mobilités liées à l'organisation de la vie quotidienne (emploi, scolarisation, consommation, loisirs...) et aux sociabilités. Nous savons que les mobilités quotidiennes varient selon le sexe tant en milieu urbain que rural, à la fois en

termes de distances parcourues, de parcours et de modes de transports utilisés. Que sait-on des modes d'organisation (co-voiturage, garages à vocation sociale...) permettant ou facilitant les mobilités induites par l'éloignement, les distances? Observe-t-on ici des formes de solidarités féminines spécifiques à ces espaces ? Que sait-on de ce que génèrent ces distances/éloignements en termes d'usages des TIC ? Des formes de sociabilités féminines centrées sur des préoccupations liées à des temporalités du cycle de vie familiale sont-elles réinventées via les réseaux sociaux, blogs... ?

Investir la vie publique

De l'ouverture d'un restau du cœur au statut de déléguée de parents d'élèves en passant par l'animation de la vie religieuse locale ou encore le militantisme dans une association de femmes de marins, les engagements associatifs peuvent prendre des formes multiples. Les actions menées par les femmes sont de fait structurantes des territoires. Elles les travaillent, elles contribuent à les redéfinir. Que sait-on des modalités concrètes de l'engagement des femmes, de leur participation à la vie locale, politique et associative ? Quid de la parité aux élections pour les communes rurales de 1000 habitants ? Comment s'établissent les frontières entre sphère privée et sphère publique ? Quelles places occupent les femmes dans les instances politiques ? Au sein de la gouvernance littorale et maritime?

Les représentations médiatiques des marins et des agriculteurs dans les mouvements sociaux donnent à voir à la fois leurs revendications et leur appétence virile pour la casse. Comment les femmes sont-elles visibilisées lors de conflits, qu'il s'agisse de lutter pour le maintien de l'emploi, la préservation des services publics, la défense d'un métier ou encore la protection de l'environnement... ?

Si l'orientation de ce colloque privilégie des analyses portant sur les rapports sociaux de sexe, une attention particulière sera portée aux propositions les articulant aux rapports sociaux de classe, d'âge, de génération, de sentiment d'appartenance territoriale... Enfin, l'appel ne s'arrête pas aux frontières administratives et géopolitiques, il est ouvert à toutes les petites localités du monde.

Les propositions de communication sont à renvoyer pour le 1^{er} mars 2014 en fichier .doc ou .rtf à : marie-laure.deroff@univ-brest.fr

Les auteur.e.s indiqueront leur rattachement institutionnel, statut, coordonnées.

Devront être précisés : titre de la communication, mots clés (5 max.), le terrain d'enquête et les méthodes mobilisées. Le texte de proposition est limité à 3000 signes.

Calendrier :

1^{er} mars 2014 : date limite de réception des propositions

26 mars 2014 : annonce des communications retenues

31 mars 2014 : date limite de confirmation de participation au colloque

3 et 4 juin 2014 : colloque UBO (Brest)

Comité d'organisation :

Marie-Laure Déroff, Yvonne Guichard-Claudic, Claudie Inisan et Annick Madec

Comité scientifique :

Monique Bigoteau (ESO - Nantes), Philippe Cardon (CERIES - Lille3), Marie-Laure Déroff (Labers - UBO), Annie Dussuet (CENS - Nantes), Erika Flahault (ESO - Le Mans), Arlette Gautier (CRBC - UBO), Yvonne Guichard-Claudic (Labers - UBO), Bénédicte Havard- Duclos (Labers - UBO), Annick Madec (Labers - UBO), José Romay Martinez (Université de la Corogne, Espagne), Barbara Lucas (Université de Genève), Nicole Roux (Labers - UBO), Hélène Trelou (Labers - UBO), Katia Vladimirova (Université de Sofia, Bulgarie)



Call For Abstracts launched

Date limite : 30 mars 2014

We are pleased to inform you that the Gender Summit 4 - Europe 2014 Call For Abstracts has now been launched. Please visit the '<http://gender-summit.com/index.php/submit>' page of the <http://www.gender-summit.com> website for instructions on applying. We very much look forward to receiving your submission.

The event will be held on **30 June and 1 July 2014 in Brussels**, under the theme "From Ideas to Markets: Excellence in mainstreaming gender into research, innovation, and policy". Registration for the event will open on 1 March.

This year's event will focus on the cross-cutting role of gender and how gender has been and should be integrated within some of the major themes of the Horizon 2020 Work Programme, such as personalised health, water resources, energy, environment, transportation. You can find out more at <http://www.gender-summit.com>.

We look forward to welcoming you to the Summit.

The Gender Summit Team

team@gender-summit.com

The Gender Summit series - *Quality Research and Innovation through Equality*

3.6

RAPPEL

Journées d'études

« Mensonge et genre »

26 et 27 septembre 2014 à l'Université Aix-Marseille, Aix-en-Provence

Date limite pour l'envoi des propositions de communication : 8 mars 2014

La Journée d'études que nous proposons est le prolongement d'une réflexion sur la notion de mensonge menée par le groupe de recherches ECHANGES (EA 4236) du Département d'Etudes germaniques de l'Université d'Aix-Marseille, et du colloque qui s'est tenu en octobre 2013 à Aix-en-Provence (« À la recherche de quelques vérités à propos du mensonge. Réflexions théoriques et études de cas de l'Antiquité à nos jours »). Il s'agit à présent d'interroger les interactions et les liens discursifs entre la sémantique du mensonge et les constructions du masculin et du féminin, afin d'éclairer de nouveaux aspects de la question du mensonge et de celle du genre. Jacques Derrida avait évoqué leur lien brièvement dans *Histoire du mensonge* : « il y aurait plus d'une conférence à consacrer à ce qui lie l'histoire du mensonge à l'histoire de la différence sexuelle, de son érotique et de ses interprétations ».

Lors du colloque d'octobre 2013, deux interventions ont ouvert la voie à une réflexion dans ce sens. La première, sur le drame bourgeois au XVIII^e siècle, a étudié le cas Minna von Barnhelm, figure rare et étonnante dans le théâtre de Lessing où la ruse féminine est jugée positivement, alors que l'idéologie bourgeoise impose par ailleurs son idéal de véracité et de sincérité à la femme qui doit incarner le « naturel » et être aussi transparente qu'un « livre ouvert » (Emilia Galotti). La seconde, sur Schnitzler et la modernité viennoise, a souligné le retour du topos misogyne de la nature mensongère et hypocrite de la femme à une époque où le mensonge est réhabilité (réception de Nietzsche et d'Ibsen) et où l'ordre des identités sexuées est troublé.

Dans le cadre de cette Journée d'Etudes, il serait intéressant de nous arrêter sur quelques moments clés dans l'histoire du mensonge. On pourrait interroger le fait que la figure originelle de la ruse intelligente et efficace est un homme (Ulysse) ; se pencher sur la christianisation du concept (St Augustin, Thomas d'Aquin, Luther) où le mensonge tout comme la femme devient synonyme de péché, figure d'une duplicité diabolique ; approfondir la réflexion sur l'impact (répressif ?) des discours normatifs, notamment ceux du XVIII^e siècle, qui ont largement consacré la différence sexuelle comme opposition hiérarchisante entre corps/esprit, beauté/force, nature/culture (vérité ou véracité/mensonge ?) ; étudier, dans les textes qui condamnent le mensonge moralement, le lien discursif avec les représentations du masculin et/ou du féminin. L'on pourrait s'intéresser à l'hystérique, cette « grande simulatrice » (Charcot), ou comparer cette figure de la menteuse pathologique avec la sémantique à l'œuvre dans les cas d'hystérie masculine. Le début des modernités, tout particulièrement à Vienne autour de 1900 où l'inflation du mensonge et la question sexuelle préoccupent les esprits, serait à prendre en considération. Plus près de nous, on aura de nombreux exemples, notamment dans le champ de la littérature et des arts, où est mise en scène, souvent de façon ludique voire parodique, notre capacité à simuler ce que nous croyons être féminin ou masculin, et aussi à simuler une norme, ce que Judith Butler, dans sa relecture de Lacan, appelle la « comédie hétérosexuelle ».

Partant de la thèse de Jankélévitch, pour qui l'intention du menteur n'est pas tant de mentir mais « d'agrandir l'espace vital de son égo », on peut émettre l'hypothèse que le mensonge n'est pas seulement un stratagème pour des êtres particulièrement vaniteux, mais aussi pour ceux dont l'ego est fortement menacé. Que femmes ou hommes, marginalisé-e-s dans l'espace public ou l'ordre symbolique pour des raisons culturelles ou d'orientation sexuelle, utilisent ce stratagème n'est guère

surprenant. Selon Jankélévitch, la ruse est l'arme des faibles, « le menteur [...] simule et dissimule afin d'obtenir, en trichant, de petites rectifications de frontière. » Une attention particulière sera ainsi accordée aux rapports entre mensonge et pouvoir, à la mise en lumière du caractère construit de ce qui s'avance comme discours essentialiste sur *le* menteur ou *la* menteuse. On pourrait retracer l'histoire du topos de la nature mensongère de la femme ou de la ruse féminine ; établir une typologie du menteur / de la menteuse en fonction des différentes époques ou médias ; comparer des figures de l'imposteur masculin (au sens de « Hochstapler ») avec son binôme féminin pour lequel le français n'a pas d'équivalent linguistique satisfaisant ; interroger les rapports entre le « mensonge genré » et l'image. Est-ce que le corps peut-il mentir ? Comment, dans le champ de la danse ou du cinéma par exemple, traite-t-on ce thème ?

Ces pistes de réflexions ne sont aucunement restrictives. Les réflexions théoriques seront les bienvenues, notamment dans le champ des *gender studies*, mais aussi les études de cas relevant de la littérature, de la philosophie, de la civilisation, des arts, de la linguistique et des sciences de la culture (*Kulturwissenschaften*).

Les Journées d'études auront lieu les 26 et 27 septembre 2014 à Aix-en-Provence. Une publication est prévue dans les *Cahiers d'Etudes germaniques* au printemps 2015 (deuxième volume consacré à la notion de mensonge), sous réserve de l'accord du Comité de rédaction. Pour des raisons tenant au calendrier éditorial, il sera nécessaire de livrer le manuscrit fin septembre 2014.

Les contributions peuvent être rédigées en français ou en allemand. Merci d'adresser votre proposition avec résumé (environ 2000-3000 caractères), **au plus tard le 8 mars 2014**, à l'adresse suivante : susanne.bohmisch@univ-amu.fr

3.7 RAPPEL



« Travail et maternité dans l'aire méditerranéenne »

L'association DEMETER-CORE organise un nouveau **colloque international les 16 et 17 janvier 2015**, ouvert aux chercheurs scientifiques de toutes disciplines ainsi qu'aux associations et acteurs de terrain.

Date limite pour l'envoi des propositions : 1^{er} mai 2014

Le comité scientifique répondra avant le 30 juin. Le texte de proposition ne devra pas dépasser 1500 signes ou 300 mots.

Contacts : Yvonne Knibiehler (yvonne.k@club-internet.fr - tel : 04 42 23 35 43)
Brigitte Hess (brigitte.hess@free.fr - tel : 06 88 96 82 55)

*Ce colloque prolongera la réflexion amorcée au cours du précédent colloque : **La maternité à l'épreuve du genre dans l'aire méditerranéenne.** (Aix-en-Provence, janvier 2011). Actes publiés par les presses de l'EHESP, Rennes 2012.*

Argument

Selon les économistes de l'ère industrielle le "travail" est "productif" (producteur de valeur marchande), il se vend et s'achète sur le marché, relève de la sphère publique, et appartient essentiellement aux hommes. Les activités liées à la reproduction (mise au monde et première éducation des enfants) n'entrent pas dans la catégorie "travail" parce qu'elles ne se vendent pas et n'auraient donc pas de "valeur"; relevant de la sphère privée, elles sont confiées aux femmes, mères et futures mères, sous le contrôle des pères. Cette distinction a été remise en question depuis les années 1970², à mesure que s'installait la société "postindustrielle". D'une part l'essor économique des "Trente glorieuses" a stimulé le développement du "travail productif", à tel point qu'il est devenu le grand organisateur des sociétés contemporaines : il tend à annexer "le travail reproductif" en le professionnalisant. D'autre part les femmes, mères comprises, sont sorties de la sphère privée pour entrer massivement sur le marché du "travail", où elles exercent des activités rémunérées, sans renoncer pour autant à enfanter.

Ce bouleversement fondamental des mœurs et des représentations, vivement encouragé par le féminisme, s'est traduit par l'émergence de nouveaux enjeux sociaux que les sciences humaines s'efforcent d'analyser³. La plupart des études ont pris le "genre" comme base d'investigation, sans faire toujours la différence entre les femmes qui ont des enfants et celles qui n'en ont pas. Pendant ce temps une littérature abondante et éloquente exprimait la souffrance de celles qui assument une "double journée"⁴. Depuis une quinzaine d'années, l'Union européenne a incité ses membres à prendre des mesures pour faciliter la "conciliation" travail-famille et soutenir les mères en emploi en améliorant l'accueil des jeunes enfants⁵. Aujourd'hui le problème semble concerner également certains pères, qui souhaitent se réaliser non seulement dans leur travail mais aussi dans la paternité. Les relations entre la sphère privée et la sphère publique connaissent de nouveaux remaniements, que le féminisme devra, lui aussi, prendre en compte. La définition même du "travail" est remise en question⁶.

Ce colloque doit mettre en valeur l'identité plurielle de mère et de travailleuse. Il vise à observer attentivement *non pas les femmes mais les mères qui cumulent le travail "productif" et le travail "reproductif"*, en tenant compte des conditions sociales, des structures familiales de l'organisation du travail (urbain, rural, industriel, de service, etc.), et des politiques publiques. Ce questionnement sera focalisé sur l'aire méditerranéenne. Pourquoi ? Sans doute parce que le culte de "la bonne mère" y a toujours été célébré avec ferveur, depuis la plus haute antiquité !... Et aussi parce que la "société salariale" s'y généralise plus tardivement : l'externalisation des charges domestiques (grâce à des politiques publiques comme en France, ou grâce à des initiatives privées comme aux Etats-Unis) y reste encore peu développée. D'ailleurs, le nord, le sud et l'est de la Méditerranée offrent une

² Voir notamment Christine Delphy, "L'ennemi principal", *Partisan. Libération des femmes années zéro*, numéro spécial octobre 1970. *Le sexe du travail*, Presses universitaires de Grenoble, 1984

³ Margaret Maruani et Monique Meron, *Un siècle de travail des femmes en France : 1901-2011*, La Découverte 2012. -- *Etat/Travail/Famille, "conciliation" ou conflit?* Coordonné par Jacqueline Heinen, Hélène Hirata et Roland Pfefferkorn. *Cahiers du Genre* n°46, 2009. -- *Conciliation travail-famille*, sous la direction de Chantal-Nicole Drancourt, L'Harmattan 2009. -- *Travail, genre et sociétés*, n°24 (2010), n°25 (2011), n°27 2012.

⁴ Parmi beaucoup d'autres, les publications de Michèle Fitoussi ont connu un succès international : *Le Ras-le-bol des super women*, Calmann-Lévy 1987, et *Lettre à mon fils*, Calmann-Lévy 1994.

⁵ Anne-Marie Daune-Richard, Marie-Thérèse Letablier, "L'accueil des enfants: enjeux des réformes et appel aux entreprises dans quatre pays européens", *Politiques sociales et familiales*, n°103, mars 2011

⁶ Dominique Méda, avec Patricia Vendamin, *Réinventer le travail*, Puf 2013

grande variété de situations. Cette diversité s'explique-t-elle seulement par des décalages d'ordre socio- économique, liés plus ou moins à la colonisation? Ou bien quels autres facteurs méritent d'être pris en compte?

Principales investigations

Les mères et les activités rémunérées

Nombre et âge de leurs enfants. -- "Travaillent"-elles par nécessité économique ? Sinon pourquoi ? -- Vivent-elles en couple, en famille, en solo ? -- Quelles activités exercent-elles ? Les ont-elles choisies ? Si oui selon quels critères ? -- Travaillent-elles à temps complet ou à temps partiel ? Par nécessité, par choix de vie ou par "choix contraint" ? -- Sont-elles protégées en tant que mères ? Par qui et de quelle manière? -- Certains métiers leur sont-ils réservés, d'autres interdits ? -- Le travail a-t-il un impact sur le nombre d'enfants? L'arrivée de l'enfant modifie-t-elle le rapport au travail ?

Quand la mère "travaille", comment se modifient les relations à l'intérieur de la famille ? Notamment entre le père et la mère ? -- Entre la mère et la fille (éducation maternelle) ? -- L'espace domestique est-ce un lieu de pouvoir ? ⁷

Les mères expriment-elles des revendications ? Par quels relais et en quels termes ? -- Existe-t-il des mouvements d'opinion pour ou contre leur choix de vie?

La professionnalisation

Les tâches "reproductives", naguère invisibles, peuvent-elles être professionnalisées hors de l'espace privé ? Il faut sans doute distinguer trois catégories : les travaux domestiques (préparation de la nourriture, entretien du logement et des vêtements) ; les soins donnés (care?) ; les contraintes biologiques (grossesse et accouchement, allaitement).

Qui accueille, garde, soigne les enfants de la mère qui "travaille"?

S'il existe des crèches et des garderies, par qui sont-elles fondées et gérées ? Comment le personnel est-il recruté, formé, rétribué ?

Les "assistantes maternelles" ⁸ élèvent les enfants des autres. Reçoivent-elles une formation professionnelle ? Comment sont-elles rémunérées ? Est-ce là un marché libre ? Comment s'organisent les relations entre une assistante qualifiée et une mère (ou des parents)

Mobilités, Migrations

Les migrantes sont souvent tiraillées entre leur culture d'origine, qui retient les mères au service de la famille, et la culture du pays dit d'accueil, qui pousse toutes les femmes, mères comprises, vers des activités rémunératrices. Comment choisissent-elles ? Comment jouent les politiques publiques : offrent-elles des formations ?

Certaines mères viennent des pays en développement pour soigner les jeunes enfants (et/ou des personnes âgées) dans des familles occidentales. Cette question, vaste et complexe, ne sera pas abordée au cours de ce colloque.

Références historiques

Des exemples pris dans la longue durée, depuis l'Antiquité, peuvent être éclairants.

⁷ Dans cette perspective, on peut se demander si le travail est un facteur de transformation des représentations et des pratiques dans la vie familiale. Cf. Leila Bouasria, *Les ouvrières marocaines en mouvement. Qui paye? Qui fait le ménage? Et qui décide?*, Paris, L'Harmattan 2013. -- Hakima Mounir, *Entre ici et là-bas. Le pouvoir des femmes dans les familles Maghrébines*, Presses universitaires de Rennes, 2013

⁸ ⁷ Voir la thèse de sociologie de Anne Tirmarche-Issemann, *L'institutionnalisation de la fonction d'assistante maternelle. La reconfiguration de l'économie domestique*. Université de Strasbourg. 20 septembre 2011

4 – APPELS À CONTRIBUTION D'ARTICLES

4.1

RAPPEL

Revue *Genre & Histoire*

Dossier thématique : « Femmes sans mari »

Date limite : 30 janvier 2014

La revue *Genre & Histoire* consacrera un de ses prochains numéros à la thématique des « Femmes sans mari » à l'époque contemporaine. Ce numéro souhaite privilégier, sans exclusivité toutefois, les jeunes chercheur-e-s (étudiant.e.s en master, doctorant.e.s, post-doctorant.e.s).

Argumentaire

L'importance du mariage en tant qu'institution juridique et sociale a longtemps empêché de penser ses marges, et ce quelles que soient les sociétés considérées. Ce n'est qu'à partir des années 1980 et dans le courant de l'histoire des femmes et du genre que se sont développées des études sur le « hors-mariage » féminin mettant l'accent sur la figure de la jeune fille, comme singularité du monde occidental, et sur l'importance démographique, économique et sociale du célibat féminin.

Notre projet d'un numéro de la revue *Genre & Histoire* sur les « Femmes sans mari » veut éclairer d'un jour nouveau le non-mariage au féminin à l'époque contemporaine. En considérant tout d'abord que solitude et célibat ne vont pas toujours de pair et que les femmes sans mari, qu'elles soient célibataires, veuves, séparées ou divorcées, sont loin d'être toujours des femmes seules, isolées et sans compagnon. D'autre part, en estimant que le non-mariage au féminin n'est pas seulement le fait de femmes ne pouvant pas ou plus se marier mais aussi éventuellement un choix, voire un refus du mariage. Ce qui implique également de dépasser la dichotomie entre la femme, docile et entièrement soumise au pouvoir arbitraire de l'homme et la femme rebelle, faisant exploser les codes sociaux et moraux de son temps.

Il s'agit avec ce dossier de rendre compte des bouleversements et des transformations qui touchèrent le rapport des femmes au mariage, et plus globalement les relations entre les sexes, depuis le début du 19^{ème} siècle dans les pays occidentaux (Europe et Amérique du Nord), plus ou moins influencés par le Code civil napoléonien. Celui-ci fait reposer la société patriarcale non plus seulement sur la figure du *pater familias*, mais aussi sur celle du mari. Dans ce contexte, l'augmentation et l'importance sans cesse croissante des sexualités et des relations illégitimes/hors mariage ne doivent pas être lues uniquement comme signe de précarité et de fragilité sociale des femmes mais également comme des tentatives, réussies ou non, d'émancipation.

Modalités de soumission

Les propositions d'articles, rédigées en français, doivent contenir les informations suivantes :

- * nom, prénom
- * université ou laboratoire de rattachement
- * fonction
- * court CV avec e-mail
- * titre envisagé de l'article
- * résumé de 1 500 signes précisant le contenu, la méthodologie et les sources.

La date de soumission des propositions d'articles est fixée **au 30 janvier 2014** à l'adresse <contact@genrehistoire.fr>, en précisant dans l'objet « proposition de contribution femmes sans Mari ».

Le comité de rédaction de *Genre & Histoire* informera de l'acceptation ou non des propositions dans un délai d'un mois. Les articles retenus devront être envoyés pour le 1er juillet 2014. Le dossier paraîtra au printemps 2015.

Responsables scientifiques

Le Comité de rédaction de la revue *Genre & Histoire*.

Peggy Bette et Lola Gonzalez-Quijano (co-directrices du numéro).

Pour toutes informations complémentaires : <peggy.bette[a]gmail.com> ;
<lolagonzalez[a]wanadoo.fr>

4.2

RAPPEL



« Le tourisme des minorités sexuelles et de genre »

Date de soumission des textes : le 30 avril 2014

Le voyage d'agrément est une façon de s'illustrer et de se démarquer par l'acquisition de nouvelles expériences. Mais il est aussi des gens pour qui le voyage est avant tout un exercice d'affirmation d'un soi caché ou étouffé. Une telle situation résulte d'un milieu domestique qui ne permet pas d'atteindre l'émancipation recherchée. C'est le cas des personnes de minorités sexuelles (homosexuelles, bisexuelles, transsexuelles et transgenres). Pour ces gens, le séjour touristique dépasse le cadre du voyage récréatif ou de repos. Il constitue un moment privilégié pour vivre et assumer pleinement son identité, sans crainte de représailles. Le voyage des personnes de minorités sexuelles devient ainsi l'occasion d'émancipation et parfois même d'affirmation dans un espace où il est permis de s'affranchir de sa différence, ouvertement et en toute sécurité. Ainsi, ce tourisme (souvent appelé de façon plus restrictive « tourisme gai »), se dissocie complètement du tourisme sexuel – voyager dans le but de participer à des activités sexuelles, commerciales ou non, toutes orientations confondues. L'industrie du « tourisme gai » s'est considérablement développée, durant les vingt dernières années, signe d'un marché de plus en plus reconnu et sollicité. Parallèlement, la reconnaissance des droits des personnes homosexuelles dans plusieurs États occidentaux, ces dernières décennies, peut porter à croire que l'illégitimité des minorités sexuelles est l'affaire du passé. En quel cas, y a-t-il toujours un besoin pour un tourisme « gai » ? Inversement, les cas de violence physique et psychologique à l'égard des personnes de minorité sexuelle et l'homophobie encore affirmée à l'égard de cette population – comme dans le cas des Jeux olympiques de Sotchi, en Russie – suggèrent que l'oppression est loin d'être terminée. En quel cas, comment celle-ci affecte-t-elle les pratiques touristiques de ces personnes?

Ce numéro thématique de *Téoros* s'inscrit donc dans cette dynamique : comprendre dans un premier temps les besoins d'un groupe spécifique de voyageuses et de voyageurs et leurs pratiques. Dans un second temps, comprendre comment la destination et ses acteurs développent des produits et des expériences spécifiques à cette clientèle.

Votre contribution peut couvrir :

- l'état de la recherche sur le tourisme des personnes de minorité sexuelle;
- la mobilité des touristes homosexuels, bisexuels, transgenre et transsexuels;
- le rôle du voyageur spécialisé en services pour cette clientèle;

- le développement de services touristiques pour une clientèle hyper spécialisée sur les questions identitaires;
- les stratégies de mise en tourisme des destinations/entreprises ouvertes aux personnes de minorités sexuelles;
- la cohabitation du tourisme des minorités sexuelles avec les autres;
- les impacts de la ghettoïsation possible des personnes homosexuelles et transgenres et/ou des communautés hôtes;
- le rôle des médias sociaux dans la promotion des services et destinations spécialisées sur le tourisme des personnes homosexuelles et transgenres;
- l'impact de la culture populaire et de la représentation des minorités sexuelles sur le tourisme;
- le marketing du tourisme des personnes de minorités sexuelles;
- l'impact des festivals de fierté gaie (*gay pride*) sur la destination et son image (et sur les autres clientèles);
- toute autre question liée à la thématique.

En plus de documenter les problèmes auxquels font face ces touristes, ce dossier thématique recense et propose les solutions qui s'imposent pour construire une industrie de services touristiques sécuritaires et sains, ouverts à toutes et à tous.

Les auteur(e)s doivent faire parvenir un manuscrit rédigé préférablement en français présenté selon les règles de la revue, disponibles au www.teoros.revue.org/168. **Les textes soumis, en format Word (pas de PDF), doivent compter environ 7000 à 7500 mots et doivent comprendre un objectif (question) de recherche clairement énoncé ; un descriptif de la méthodologie de recherche employée et un volet théorique. Une étude de cas peut s'ajouter à ces éléments mais sans monopoliser l'ensemble de l'espace alloué au texte.** Le lectorat de *Téoros* est international. Les auteur(e)s sont invité(e)s à tenir compte de cette réalité dans la présentation de leur cas d'étude afin de les rendre accessibles aux lecteurs moins familiers avec la destination étudiée. Chaque article doit inclure les nom et prénom de tous les auteurs, leur titre principal et leur affiliation (une seule), leur adresse électronique (courriel) et postale, un résumé de 150 à 200 mots maximum en français, ainsi qu'une liste des mots clés (maximum de 5). Les auteurs sont invités à fournir 3 ou 4 illustrations, libres de droits et en haute résolution (300 dpi) en indiquant clairement la légende de la photo et le nom du photographe. Les manuscrits soumis pour la publication dans *Téoros* doivent apporter une contribution scientifique originale. Les auteurs restent responsables du contenu et des opinions exprimés ainsi que de la correction des données et des références bibliographiques. **La date limite pour soumettre un texte est le 30 avril 2014. Les propositions de textes doivent être adressées à la revue : teoros@uqam.ca**

Veillez inscrire « Tourisme GAI » dans la ligne de sujet. Pour plus d'information, veuillez contacter Madame Anne FOURNIER, adjointe à la rédaction (teoros@uqam.ca)

TÉOROS

Téoros est un périodique de recherche universitaire de langue française. La revue, multidisciplinaire, a été créée en 1982 et est publiée deux fois l'an. *Téoros* est membre de l'Association canadienne des revues savantes (ACRS) et reconnue par l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur de France (AERES).

Directeur et rédacteur en chef : Alain A. GRENIER, Ph.D.

5 – COMMUNIQUÉS

5.1

Dans le cadre du Festival International de Films des Droits de l'Homme de Toulouse et Région Midi-Pyrénées

Débat après le film "No burqas behind bars"

en présence de Geneviève COURAUD

- vendredi 24/01 à 20h30 au cinéma ABC, 13 rue St Bernard à Toulouse

- samedi 25/01 à 20h30 au MJC Ciné 113, 20 avenue de Toulouse à Castanet-Tolosan.

Voir : <http://www.negar-afghanwomen.org/2/>

5.2

L'association Adéquations

Publications gratuites : à l'occasion des dix ans d'Adéquations vous pouvez commander gratuitement (moyennant frais de port) le *livret sur la Littérature de jeunesse non sexiste* et la brochure *Intégrer l'égalité entre les femmes et les hommes dans les pratiques professionnelles d'accompagnement vers l'emploi*

<http://www.adequations.org/spip.php?article2101>

Nous vous signalons le **colloque international le 3 février** au Palais du Luxembourg à Paris **"Entreprendre au Pluri'Elles, Femmes actrices de l'économie sociale et solidaire"** où Adéquations anime une table ronde :

<http://www.adequations.org/spip.php?article2103>

Le **"Groupe majeur Femmes"** auprès des Nations unies, dont Adéquations est membre, a publié de nouveaux documents d'analyse et de position dans le cadre de la définition d'**objectifs internationaux de développement durable** :

<http://www.adequations.org/spip.php?rubrique367>

Si vous êtes une association et que les enjeux de la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans les processus en cours sur l'**agenda du développement pour l'après 2015** (ainsi que Caire + 20, Pékin + 20, Conférence climat en France...) vous intéressent, nous vous invitons à une **réunion d'échanges et de concertation le 13 février à Paris**. Pour plus d'information, merci de contacter ynicolas@adequations.org

Toujours en cours : questionnaire pour la **réactualisation du Référentiel de formation pour les formatrices et formateurs en genre et développement** :

<http://www.adequations.org/spip.php?article2093>

Notre **plaidoyer pour l'usage d'une langue sensible au genre dans le texte français de la Convention internationale des droits de l'Enfant** peut encore être signé par des associations, et soutenu par des collectivités et des élu-es :

<http://www.adequations.org/spip.php?article2079>

Contact : Yveline Nicolas
Coordinatrice Adéquations

Adéquations

Association Loi 1901. Développement humain durable – diversité culturelle – solidarité internationale
– égalité femmes hommes

C/O Maison des associations, 206 quai de Valmy 75010 Paris

01 46 07 04 94 / 06 68 88 42 05

contact@adequations.org ou infos@adequations.org

<http://www.adequations.org>

5.3

EU FP7 Science in Society project 'GenPORT'

Date limite de réponse : 31 janvier 2014

We represent the EU FP7 Science in Society project 'GenPORT'. This is a Support Action in which we are building an Internet portal for resources on gender equality in science, technology and innovation (STI). The action runs from May 2013 to May 2017.

Among other things, the portal will make available resources and contacts on gender equality in science to Horizon 2020 National Contact Points on Science With and For Society, which can be shared with proposers and others. NCPs are envisaged as important members of the developing user community to be supported by the portal. In the process of gathering information about the needs of potential users, we would therefore like to ask you about your likely requirements of this portal. This will help us to build it in the most user-oriented way.

We invite you to answer four short questions by visiting the project website. Please click on the link below or copy and paste it into your browser's address bar: <http://www.genderportal.eu/ncp-survey?authcode=47FDzFB5E42aA7E8>

On our project website you can also find more information about the project and the project team. Please also feel free to contact us directly for further information. Our email addresses are:

Juliet Webster (Project Coordinator) jwebster@uoc.edu

Jörg Müller (Project Manager) jmuller@uoc.edu

We would be very grateful for your responses by **no later than 31 January 2014**.

Contact :

Jörg Müller, PhD Gender and ICT Research Program Internet Interdisciplinary Institute (IN3)- Roc Boronat 117 08018 Barcelona, Spain Phone: +34 93 450 5260

Web: <http://www.gender-ict.net> GenPORT: <http://www.genderportal.eu>

La synthèse de l'actualité du Service des droits des femmes et de l'égalité de la Direction générale de la cohésion sociale est parue

Voir dans la rubrique « Les nouvelles du Genre » sur le site d'Arpege :
<http://w3.msh.univ-tlse2.fr/arpege/spip.php?article129>

Sommaire de la synthèse :

Action institutionnelle

Le projet de loi pour l'égalité femmes-hommes à l'Assemblée nationale
Rapport « Lutter contre les stéréotypes filles-garçons »
Un kit d'urgence pour améliorer la prise en charge des victimes de viol
Une présentation des modules « ABCD de l'égalité »
Quatre hommes nommés au collège de la Haute autorité de santé

Égalité, non discrimination, féminisme

Les rétrospectives de l'année 2013 et les perspectives de 2014
« En avant les filles ! »
Retour sur la création de FièrEs
Et bientôt, une manifestation contre... le genre !
Vigilance d'Osez le féminisme ! sur le budget du ministère des Droits des femmes
Une enquête sur l'Eglise et l'égalité des sexes
« Des mots pour le...la dire »
Le modèle allemand à l'épreuve du genre
Que nous apprend le genre ? Enjeux et paradoxes de l'éducation-formation
Découverte du magazine féministe belge axelle

Égalité dans la vie professionnelle

Les filles débarquent dans le business
L'Association nationale des études féministes publie son Livre blanc
Le mystère de l'inégalité salariale
Les pratiques d'engagement sous l'angle de l'égalité entre les femmes et les hommes
Appel à projets « Égalité Lycées Midi Pyrénées »
« Chef-fe-s d'orchestre : le genre de la direction »
Inscriptions ouvertes pour le Global Summit of Women

Parité et vie politique

Martine AUBRY lance Renaissance, une coopérative d'idées et d'action
L'écart se resserre entre Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET et Anne HIDALGO

Égalité dans la vie personnelle et sociale

Avortement : les associations dénoncent une régression brutale en Espagne...
En France les anti-IVG manifestent à Paris
« L'année du sport au féminin »
Des femmes en faveur de la garde alternée

Lutte contre les violences

« Violences conjugales, parler pour renaître »
« 24 malheurs de la vie d'une femme »
« Prostitution : 10 bonnes raisons d'être abolitionniste »
« Paye ta shnek » dans « Libé »

Culture, communication

« Fatea. Le travail des femmes en Algérie »
La cinéaste Jane CAMPION présidera le prochain Festival de Cannes (suite)
Anne SYLVESTRE : « Une femme »
Théâtre : les femmes en haut de l'affiche
Le prix Artémisia 2014 décerné à CATEL
Troisième Biennale de l'égalité de Reims